

« Rendez l'argent » : les déboires du géant de l'immobilier Evergrande attisent la colère en Chine

lundi 20 septembre 2021, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2021).

Rendez l'argent !" : le mécontentement de propriétaires spoliés s'est élargi mercredi en Chine contre le géant national de l'immobilier Evergrande, dont la santé financière ne cesse de préoccuper.

Ecrasé par une montagne de dette de **près de 260 milliards d'euros de dette, le plus gros promoteur du pays** a même laissé entendre mardi qu'il pourrait ne pas être en mesure de payer ses créanciers.

De quoi attiser la colère des manifestants, rencontrés par l'AFP, rassemblés pour le troisième jour de suite devant le siège du groupe à Shenzhen (sud), la métropole ultra-moderne aux portes de Hong Kong. Ces derniers riquent de voir leur rêve de devenir propriétaire virer au cauchemar.

La plupart ont déjà versé un apport personnel pour s'installer dans l'appartement de leurs rêves. Bien souvent, la construction n'est toujours pas achevée et nul ne sait s'ils pourront un jour l'occuper.

D'autres ont investi dans la pierre ou sont simples sous-traitants ou partenaires d'Evergrande. Tous se sentent aujourd'hui lésés, à l'image de M^{me} Hu.

Cette Pékinoise n'a pas hésité à parcourir plus de 2.000 kilomètres pour faire entendre la voix de ses parents, qui ont investi dans Evergrande en pensant améliorer leur vieux jours avec la frénésie dans l'immobilier.

« Mon père comptait sur les rendements pour payer les soins médicaux de ma mère » gravement malade, explique M^{me} Hu, qui ne souhaite pas donner son nom complet.

Aujourd'hui, ils se retrouvent sans un sou alors qu'Evergrande « avait promis un retour sur investissement élevé », s'emporte-t-elle. « Pour ma mère, je dois récupérer l'argent », explique, combative, M^{me} Hu.

Comme elle, une grosse soixantaine de personnes sont de nouveau rassemblées mercredi devant le siège d'Evergrande. Certaines patientent assises à même le sol.

A l'arrivée d'un homme présenté comme un responsable du groupe, des protestataires scandent « Evergrande, rendez l'argent ! ».

« Pas d'accord avec ça ! »

Dans un pays où les manifestations sont de facto illicites, des protestataires avaient envahi lundi les locaux du groupe, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux.

Depuis, un important dispositif policier empêche tout manifestant d'entrer dans les bureaux et tente

en vain de disperser les manifestants.

Les forces de l'ordre forment une chaîne humaine et prient les journalistes de quitter les lieux.

D'après les manifestants, Evergrande leur a promis ces dernières heures de les rembourser avec des actifs.

« Ils nous ont proposé des magasins, des jardins d'enfants et des places de parking mais nous ne pouvons rien en faire. Personne n'est d'accord avec ça ! », affirme M^{me} Wang, employée d'une société financière en relation d'affaires avec Evergrande.

« *Ils essayent de caser leurs actifs pourris* », dénonce un autre investisseur. « *Ce sont des biens qu'ils n'arrivent pas à vendre* ».

Le mastodonte de l'immobilier doit un milliard de yuans (131,4 millions d'euros) à la société de M. Huang, basée à Wuhan, à quelque 1.000 kilomètres plus au nord.

Et lui non plus ne veut pas d'un tel accord avec Evergrande : « *Ces propriétés sont inachevées* » et il n'y a aucune garantie qu'elles le soient un jour, déplore-t-il lors d'un contact téléphonique avec l'AFP.

En attendant, l'entreprise de M. Huang a dû mettre la clé sous la porte et une centaine de personnes ont perdu leur travail.

D'autres mouvements de protestations ont été signalés dans les provinces de l'Anhui et du Jiangsu (est) et du Hubei (centre).

Selon des experts, le groupe doit notamment encore achever 1,4 million de logements pour une valeur totale de 170 milliards d'euros.

Une éventuelle liquidation d'Evergrande aurait des conséquences considérables en Chine, non seulement sur l'économie mais aussi sur la « stabilité sociale » chère aux dirigeants chinois.

La firme dit employer 200.000 personnes et peser indirectement sur 3,8 millions d'emplois dans le pays.